



Co-funded by
the European Union

mucf

Myndigheten för ungdoms-
och civilsamhällesfrågor



PROPOSITIONS DE POLITIQUE DES PROUD AMBASSADORS POUR LE SOUTIEN DES JEUNES LGBTQIA+.

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de Myndigheten för ungdoms- och civilsamhällesfrågor - MUCF. Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi de l'aide ne peuvent en être tenues responsables.

sensus

THE Cube
Entrepreneurship
Support & Education

pal network
Fighting discrimination and anti-Oppression

LEGEBITRA

REGIONALITÀ
REGIONE EMILIA
REGIONE LIGURIA
REGIONE PIEMONTE
REGIONE SARDEGNA
REGIONE SICILIA
REGIONE TOSCANA
REGIONE UMBRIA
REGIONE VAL D'AOSTA
REGIONE VENETIA

Table des matières

1. Résumé exécutif	5
2. Introduction	7
Contexte politique et institutionnel européen	7
Stratégie de l'UE en matière d'égalité LGBTQ 2020-2025	7
Stratégie européenne pour la jeunesse (2019-2027)	8
Charte des Droits Fondamentaux de l'UE	8
Pilier Européen des Droits Sociaux	9
3. Methodologie	10
a. Identification des bonnes pratiques dans le pays de chaque partenaire	10
b. Réunions de lancement en ligne	10
c. Groupes de discussion locaux	11
Profils des parties prenantes	11
4. Résultats de la recherche sur les bonnes pratiques locales et les réunions d'initiation numérique.	12
Les Bonnes pratiques	12
a. Santé mentale des jeunes LGBTQIA+ en Suède par SENSUS	14
b. Créer un espace pour les jeunes LGBTQIA+ - une perspective grecque par l'ONG CUBE	18
c. Un instantané européen sur les jeunes LGBTQIA+ : Santé Mentale, Droits et Insuffisances Politiques en Belgique par le PAL Network	21
d. Une perspective slovène par LEGEBITRA	24
e. Une perspective Italienne par la municipalité de Reggio Emilia	27
Réunions de lancement en ligne	29
Bonnes Pratiques Communes	33
Défis et Lacunes Communs	33
5. Groupes de discussion	34
Sensus, Suède	34
ONG CUBE, Grèce	36
PAL Network, Belgique	38
LEGEBITRA, Slovénie	40

Municipalité de Reggio Emilia, Italie	43
6. Recommendations politiques des partenaires	46
Santé mentale et accès aux soins de santé.....	46
1. Centres de santé mentale LGBTQIA+ dans Chaque Région	46
2. Soins de Santé Transaffirmatifs Financés par des Fonds Publics	46
3. Formation à la Compétence LGBTQIA+ pour les Professionnels de la Santé	46
4. Points d'Accès Locaux pour le Soutien à la Santé Mentale	46
Éducation et inclusion scolaire	47
5. Formation LGBTQIA+ Obligatoire pour les Éducateurs	47
6. L'Éducation sexuelle et Affective par des Experts	47
7. Programme d'Études et Matériel Pédagogique Inclusifs	47
8. Un Personnel de Sécurité désigné dans Chaque École	48
9. Installations Scolaires Inclusives	48
Emploi et inclusion sur le lieu de travail	49
10. Loi sur l'Insertion Professionnelle.....	49
11. Participation Protégée à des Programmes de Sensibilisation Pendant les Heures de Travail.....	49
Réforme Juridique et Institutionnelle	50
12. Reconnaissance légale du genre basée sur l'autodétermination.....	50
13. Étendre les Lois Anti-discrimination aux Personnes non Binaires et Intersexuées	50
14. Renforcer l'application des politiques de lutte contre la discrimination...	51
15. Des Processus de Réforme Juridique Transparents et Inclusifs.....	52
16. Mécanismes Permanents de Collaboration entre l'État et la Société Civile	52
Sécurité, justice et application de la loi	53
17. Formation LGBTQIA+ pour le personnel Policier et Judiciaire	53
18. Des bureaux anti-discrimination dans chaque municipalité	54
19. Outils de Signalement Conviviaux pour les Violations des Droits	54
Responsabilité institutionnelle et évaluation des politiques	54
20. Contrôler la Conformité de l'école avec les Politiques d'Inclusion	54
21. Responsabilité Institutionnelle en cas de Faute Professionnelle	55

22. Représentation des Jeunes et de la Société Civile dans l'examen des Politiques	55
Engagement Communautaire et Inclusion Sociale	55
23. Campagnes Locales de Sensibilisation dans les Zones Rurales et Conservatrices.....	55
24. Législation pour une représentation inclusive dans les médias.....	55
25. Solidarité et Dialogue Entre les Mouvements	55
7. Propositions supplémentaires au niveau communautaire	57

1. Résumé exécutif

Le projet intitulé « Support of the Inclusion and Reporting of LGBTQIA+ Youth and their Mental Well-being in Europe - Proud Ambassadors » (Ref. N. 2024-1-SE02-KA220-YOU-000250648) est une initiative européenne financée dans le cadre du programme Erasmus + visant à faire progresser les droits et le bien-être des jeunes LGBTQIA+ à travers le continent. Le projet vise à **promouvoir l'inclusion et le soutien des jeunes LGBTQIA+, en mettant particulièrement l'accent sur la protection de leur bien-être mental**, qui est souvent affecté par une discrimination persistante. Cette situation conduit souvent à une sous-déclaration de leurs expériences et à un manque de soutien adéquat.

Pour y remédier, le projet fait appel à diverses parties prenantes - **organisations et militants LGBTQIA+, professionnels de la santé mentale, animateurs de jeunesse et bénévoles, établissements d'enseignement et de recherche, autorités locales et nationales et centres de promotion du bien-être mental** - afin de favoriser un environnement plus réceptif, plus favorable et plus inclusif pour les jeunes LGBTQIA+ à travers l'Europe.

Pour atteindre cet objectif, les activités du projet s'articulent autour de quatre piliers interconnectés :

1. **Réforme politique:** le projet s'engage dans des efforts de **plaidoyer aux niveaux local/national et européen** pour promouvoir l'égalité. Il s'agit notamment de proposer des politiques inclusives qui protègent les personnes LGBTQIA+ contre la discrimination.
2. **Développement de l'éducation:** L'initiative élabore des **programmes d'études inclusifs et des programmes de formation ciblés** visant à favoriser la compréhension et l'acceptation au sein des écoles et des autres établissements d'enseignement. Ces ressources sont conçues pour créer des environnements d'apprentissage sûrs et favorables à tous les élèves.
3. **Possibilités de formation:** Le projet offre une formation spécialisée aux éducateurs, aux décideurs politiques et aux défenseurs des droits de l'homme, en les dotant des aptitudes et des connaissances nécessaires pour soutenir les jeunes LGBTQIA+ avec sensibilité et compétence.
4. **L'orientation par les pairs:** L'élément central du projet est la création de réseaux de mentorat et de soutien, qui permettent aux jeunes LGBTQIA+ de se prendre en charge par le biais de liens, d'expériences partagées et de conseils donnés par la communauté.

Les partenaires qui coopèrent à ce projet sont les suivants:

- **Sensus de la région Stockholm-Gotland (Suède)**, Partenaire Principal - Un réseau d'organisations travaillant sur les droits des citoyens, la santé et le bien-être.
- **CUBE NGO– Institut de soutien et d'études sur l'esprit d'entreprise, le développement social et la cohésion (Grèce)** – Institut axé sur le soutien et la recherche en matière d'esprit d'entreprise, de développement social et de cohésion sociale.
- **PAL Network (Belgique)** – Un réseau européen qui lutte contre la discrimination et promeut l'intégration des groupes vulnérables dans l'éducation et l'emploi.
- **Municipalité de Reggio Emilia (Italie)** - En particulier grâce à l'engagement du bureau de l'égalité des chances.
- **Legebitra (Slovénie)** - Information culturelle et conseil psychosocial pour l'association LGBTQIA+ - une organisation de la société civile LGBTQIA+.

Cette Note Politique est l'aboutissement d'un travail collaboratif mené par le partenariat des "Proud Ambassadors". Ce document représente le résultat des efforts mis en œuvre dans le cadre du premier pilier du projet "Réforme politique": le rapport qui rassemble les réalités locales, les pratiques institutionnelles et les voix des jeunes et des professionnels de plusieurs pays européens. Dans ce document, vous trouverez un recueil de bonnes pratiques, un compte-rendu des obstacles qui se dressent encore sur le chemin de l'égalité et une série de 25 recommandations ciblées à l'intention des institutions publiques, des décideurs politiques, des éducateurs et des prestataires de services. Ce document rassemble les connaissances et l'engagement des communautés qui travaillent à faire de l'Europe un endroit plus juste et plus inclusif pour les jeunes LGBTQIA+. Il s'agit à la fois d'un bilan de ce qui a été fait et d'un appel à l'action pour la suite. Ce document vise à orienter les réformes politiques, le renforcement des capacités institutionnelles et les stratégies communautaires en faveur d'un soutien inclusif à la jeunesse.

2. Introduction

Les jeunes LGBTQIA+ d'Europe sont confrontés à toute une série de défis, allant de l'exclusion sociale et de la discrimination à l'accès limité aux services de santé et d'éducation. Malgré les avancées législatives de certains pays, des lacunes persistent au niveau de la mise en œuvre.

Le projet "Proud Ambassadors" vise à faire entendre la voix des jeunes et les points de vue des communautés dans l'arène politique. En particulier, le module de travail 2 "Santé mentale des jeunes LGBTQIA+ : Bonnes pratiques et recommandations politiques" vise à cartographier les contextes existants dans les pays des partenaires, en termes de bonnes pratiques et d'interventions légales, cadres et réglementaires positives concernant le soutien aux jeunes LGBTQIA+ et à leur santé mentale et - à partir de ces données et de l'engagement des parties prenantes (experts, jeunes professionnels, activités, etc.) - à rédiger des recommandations politiques.

Cette note est l'aboutissement du travail effectué dans le cadre du WP2 et vise à :

- Résumer les conclusions des partenaires, les bonnes pratiques et les domaines problématiques;
- Présenter des recommandations politiques partagées en tant que solutions actives possibles pour les domaines d'intervention identifiés.

Contexte politique et institutionnel européen

Dans toute l'Union européenne, la protection des droits des personnes LGBTQIA+ et la promotion du bien-être mental de tous les jeunes sont devenues des priorités politiques croissantes. Le projet "Proud Ambassadors" s'inscrit dans ce cadre européen en pleine évolution et répond directement aux stratégies institutionnelles visant à réduire la discrimination, à promouvoir l'inclusion et à renforcer les systèmes de santé mentale.

Stratégie de l'UE en matière d'égalité LGBTQ 2020-2025

La stratégie pour l'égalité LGBTQ 2020-2025 de la Commission européenne présente une vision audacieuse de la construction d'une UE « où chacun est libre d'être lui-même ». La stratégie donne la priorité à l'action à travers quatre piliers :

- Lutter contre la discrimination, en mettant l'accent sur les crimes haineux, l'inégalité sur le lieu de travail et les préjugés institutionnels;

- Garantir la sécurité, y compris la protection contre les discours haineux et la violence sexiste;
- Construire des sociétés inclusives, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et du sport;
- Mener l'appel à l'égalité au niveau mondial, par le biais de la diplomatie et de la coopération internationale.

La stratégie invite les États Membres à améliorer les lois nationales sur la non-discrimination et la reconnaissance légale du genre, et à adopter des plans d'action nationaux sur l'égalité des LGBTIQ. Les recommandations de "Proud Ambassadors" s'alignent directement sur ces priorités, en particulier dans les domaines de l'éducation inclusive, de l'accès aux soins de santé et de la responsabilité institutionnelle.

Stratégie européenne pour la jeunesse (2019-2027)

La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse promeut la participation, l'inclusion et l'autonomisation des jeunes dans toute l'Europe. Elle met l'accent sur la santé mentale, la non-discrimination et l'égalité d'accès aux services, ce qui correspond étroitement aux objectifs du projet. Deux des 11 objectifs européens en matière de jeunesse sont particulièrement pertinents :

- Objectif 3: Sociétés inclusives - vise à garantir l'égalité des droits pour tous les jeunes, indépendamment de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.
- Objectif 5: Santé mentale et bien-être - promouvoir l'éducation à la santé mentale, l'accès aux services et la réduction de la stigmatisation.

Grâce à ses groupes de discussion dirigés par des jeunes et à ses activités de plaidoyer en faveur d'une politique de la jeunesse inclusive, Proud Ambassadors contribue à la mise en œuvre de ces objectifs au niveau transnational.

Charte des Droits Fondamentaux de l'UE

La Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne consacre les principes de dignité, d'égalité et de liberté. L'article 21 interdit toute discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle ou d'autres caractéristiques. L'article 24 protège les droits des enfants, notamment le droit d'exprimer leur opinion et de la voir prise en compte dans les affaires qui les concernent.

Les propositions politiques avancées dans ce dossier visent à garantir que ces droits ne sont pas seulement défendus par la loi, mais aussi réalisés dans les pratiques institutionnelles quotidiennes, en particulier pour les jeunes LGBTQIA+.

Pilier Européen des Droits Sociaux

Le Pilier Européen des Droits Sociaux, adopté en 2017, jette les bases de l'inclusion sociale et de l'égalité d'accès à des soins de santé, à l'éducation et à l'emploi de qualité. Le principe 1 garantit le droit à l'égalité de traitement et des chances. Le principe 16 garantit l'accès aux soins de santé et le principe 11 met l'accent sur une éducation de qualité et inclusive.

L'accent mis par le projet sur les réformes structurelles dans les écoles, les services de santé mentale et les lieux de travail soutient la mise en œuvre de ces droits, en particulier pour les jeunes LGBTQIA+ marginalisés.

Malgré ces cadres institutionnels, les expériences vécues à travers l'Europe montrent un écart persistant entre les droits légaux et l'inclusion réelle des jeunes LGBTQIA+. Selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 62 % des jeunes LGBTQIA+ âgés de 15 à 24 ans ont déclaré éviter les démonstrations publiques d'affection par crainte d'une agression et près de la moitié des jeunes transgenres et non binaires ont été victimes de discrimination dans les établissements d'enseignement.¹ Les données relatives à la santé mentale sont tout aussi préoccupantes : Les jeunes LGBTQIA+ sont trois à cinq fois plus susceptibles de souffrir de dépression, d'anxiété et de pensées suicidaires que leurs pairs hétérosexuels cisgenres.² Ces statistiques soulignent l'urgence de traduire les engagements de l'UE en réformes tangibles et axées sur les jeunes aux niveaux national et local.

Dans ce contexte plus large, le projet "Proud Ambassadors" sert à la fois de réponse et de mécanisme pour faire avancer les priorités de l'UE en matière d'égalité, d'inclusion et de bien-être mental des jeunes. Les sections suivantes détaillent les méthodes participatives et basées sur la recherche qui ont été utilisées pour ancrer ces objectifs politiques dans des expériences concrètes dans cinq États membres.

¹ European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), "A long way to go for LGBTI equality" (2020)
<https://fra.europa.eu/en/publication/2020/eu-lgbti-survey-results>

² ILGA-Europe, "Mental Health and Well-being of LGBTI People in Europe" (2023)
<https://www.ilga-europe.org/report/mental-health-and-well-being-of-lgbti-people-in-europe-2023>

3. Methodologie

La méthodologie employée pour rédiger ce rapport comprend des activités spécifiques mises en œuvre par tous les partenaires:

- Identification des bonnes pratiques locales dans le pays de chaque partenaire
- Réunions de lancement en ligne
- Groupes de discussion locaux

a. Identification des bonnes pratiques dans le pays de chaque partenaire

Chaque territoire a réalisé un rapport national pour répertorier les bonnes pratiques existantes et les interventions juridiques et/ou politiques positives en ce qui concerne le soutien apporté aux communautés LGBTQIA+, en mettant l'accent sur les jeunes et la conformité avec les normes de l'UE, afin d'identifier les domaines problématiques. Des recherches documentaires ont été menées par chaque partenaire pour cartographier la situation actuelle et les bonnes pratiques existantes au niveau local/régional/national. Au final, 5 rapports nationaux ont été produits avec un total de 51 bonnes pratiques.

Ces rapports ont servi de point de départ aux partenaires pour organiser les prochaines activités et commencer à discuter, tant au niveau local qu'international, des lacunes et des expériences positives.

b. Réunions de lancement en ligne

Afin d'échanger les bonnes pratiques de chaque contexte, les partenaires ont commencé à impliquer des parties prenantes externes pertinentes pour le projet. En particulier : les jeunes activistes, les jeunes professionnels (par exemple, les éducateurs, les opérateurs en santé mentale, les psychologues, les éducateurs de jeunes, etc.), les experts (professionnels au sein ou en dehors des organisations des partenaires avec une grande expertise sur les sujets LGBTQIA+ et de la santé mentale des jeunes). Ces acteurs ont été invités à participer aux premiers échanges internationaux avec leurs pairs d'autres pays grâce aux deux réunions de lancement en ligne organisées par le partenariat du projet. Au cours de ces réunions, les participants ont pu se connaître et, en particulier, connaître les bonnes pratiques, les contextes juridiques et réglementaires et les lacunes des autres pays. Les participants ont échangé et se sont engagés dans des conversations de haut niveau sur leur propre environnement de travail et leur contexte national/régional/local. Ces discussions ont permis de dégager des thèmes et des priorités à aborder.

c. Groups de discussion locaux

Cinq groupes de discussion ont été organisés - un dans chaque pays partenaire - avec divers participants, notamment des décideurs politiques, des défenseurs de la jeunesse, des éducateurs et des professionnels de la santé mentale (certains étaient les mêmes participants que lors des réunions d'initiation, mais pas tous, car le groupe de discussion local a permis une plus grande participation des parties prenantes puisqu'il s'est déroulé dans les langues locales). Une combinaison de méthodes en personne et en ligne a permis de garantir l'accessibilité et l'inclusivité.

Profils des parties prenantes

Chaque groupe de discussion comprenait au moins cinq parties prenantes externes concernées par les questions relatives aux jeunes LGBTQIA+. Les participants représentaient:

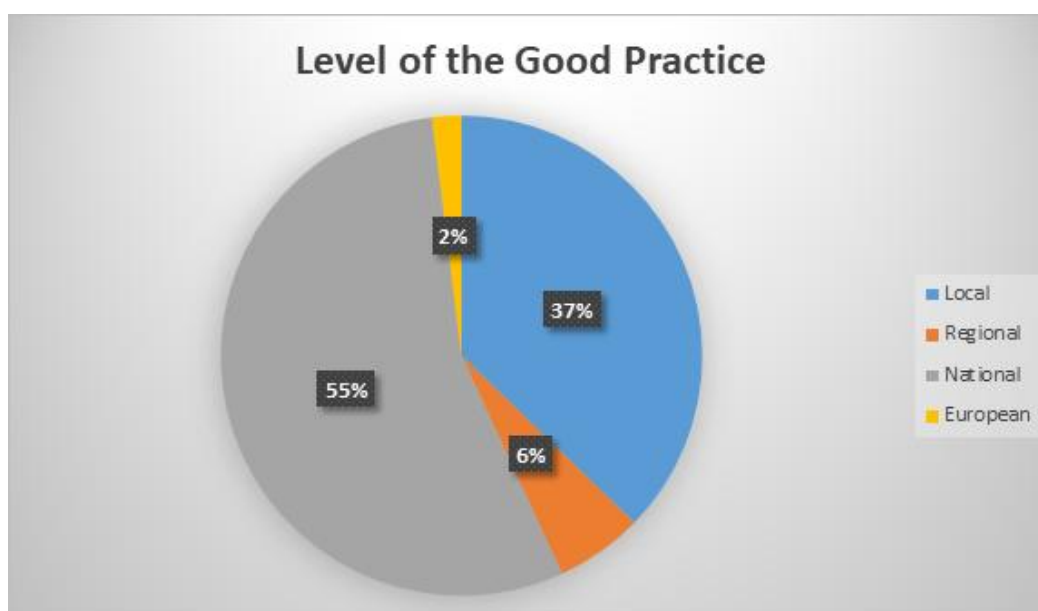
- Les autorités locales
- Les professionnels de l'aide à la jeunesse (psychologues, enseignants, travailleurs sociaux)
- Jeunes militants
- Experts universitaires
- Organisations de la société civile
- Les responsables de la communauté LGBTQIA+

4. Résultats de la recherche sur les bonnes pratiques locales et les réunions d'initiation numérique.

Grâce à la recherche et à l'analyse des bonnes pratiques existantes et aux réunions d'initiation numériques, les partenaires ont pu identifier et discuter des défis et des manques communs, qui ont ensuite été débattus au sein de groupes de discussion locaux. Tous les partenaires ont travaillé à l'identification des bonnes pratiques dans leur propre contexte local/régional ou national, puis les ont analysées et décrites dans des rapports nationaux. Ci-dessous, un aperçu de ce travail.

Les Bonnes pratiques

Au total, 51 bonnes pratiques ont été recueillies auprès des cinq partenaires. Une vue d'ensemble de ces pratiques est présentée ci-dessous.





SUÈDE : BONNES PRATIQUES

par Sensus - Région Stockholm-Gotland

a. Santé mentale des jeunes LGBTQIA+ en Suède par SENSUS

SENSUS a étudié les bonnes pratiques nationales en Suède qui soutiennent les jeunes LGBTQIA+, en se concentrant sur les initiatives légales et politiques visant à favoriser l'inclusion, à lutter contre la discrimination et à garantir l'égalité des droits. L'analyse souligne le rôle de la société civile dans la résolution des problèmes rencontrés par les jeunes LGBTQIA+, ainsi que l'examen des lois, politiques et cadres institutionnels clés qui influencent leurs expériences quotidiennes. L'accent a été mis sur les mesures visant les professionnels qui interagissent avec les jeunes LGBTQIA+, notamment les éducateurs, les prestataires de soins de santé et d'autres représentants institutionnels, car ces environnements jouent souvent un rôle essentiel dans la formation du bien-être et du sentiment d'appartenance des jeunes.

Bonnes pratique	Niveau	Secteur	Sujet/s
Une stratégie pour l'égalité des droits et des chances indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'expression de genre (<i>En strategi för lika rättigheter och möjligheter oavsett sexuell läggning, könsidentitet eller könsuttryck</i>)	National	Recommandation publique/politique	Améliorer le bien-être et la participation sociale des personnes LGBTQIA+, en mettant l'accent sur les groupes marginalisés et les jeunes.
Intervention de l'ONG Transamman pour sensibiliser le personnel des écoles à l'inclusion des personnes LGBTQIA+.	Local	ONG/éducation	La formation vise à fournir aux éducateurs les outils et les connaissances nécessaires pour faire en sorte que les écoles soient des espaces sûrs, inclusifs et favorables à tous les élèves.

Une plateforme numérique pour des conversations de soutien avec un travailleur social pour les personnes qui explorent ou traitent des questions liées à l'identité de genre RFSU's Method Bank for Teaching about Sexuality, Consent, and Relationships (Banque de méthodes pour l'enseignement de la sexualité, du consentement et des relations)	National	NGO/service for private persons	Plateforme numérique pour des conversations de soutien avec un travailleur social pour les personnes qui explorent ou traitent des questions liées à l'identité de genre.
Banque de méthodes de la RFSU pour l'enseignement de la sexualité, du consentement et des relations interpersonnelles	National	L'éducation	Ressource destinée aux enseignants pour faciliter les cours sur la sexualité, le consentement et les relations.
Intervention en ligne, création d'espaces sûrs pour les personnes LGBTQIA+ en ligne	Local/national	Soutien confessionnel, inclusion LGBTQIA+, engagement dans les médias sociaux	Des communautés en ligne qui offrent un environnement sûr et positif où les minorités de la communauté chrétienne LGBTQIA+ peuvent se connecter, partager leurs expériences et se sentir renforcées.
Élaboration de politiques, défense des intérêts et initiatives en matière d'égalité des soins de santé	National	Soins de santé, politique publique, droits de l'homme	Efforts pour remédier aux inégalités en matière de soins de santé par une sensibilisation accrue et des ajustements

			politiques.
Plan d'action basé sur les résultats de l'enquête	National	Recommandatio n politique	Évaluer et améliorer la sécurité et le bien-être des jeunes LGBTQIA+ en Suède
Conseils juridiques, défense des intérêts, services de soutien, ressources d'information	Local/natio nal	Droits de l'homme, services sociaux, soutien juridique, droits des LGBTQIA+	Services visant à soutenir les jeunes transgenres dans les processus de confirmation du genre, en mettant l'accent sur les aspects juridiques.
Cadre juridique, mesures antidiscriminatoires	National	Droits de l'homme, emploi, éducation	La loi vise à prévenir et à combattre la discrimination fondée sur divers motifs, notamment le sexe, l'identité de genre et l'expression de genre, en garantissant l'égalité des droits et des chances pour tous les individus.
Interventions politiques et juridiques - Réforme de la loi sur la reconnaissance du genre (Konstillhörighetslagen) pour permettre l'auto-identification du genre sans nécessité de diagnostic médical ou de stérilisation.	National	Législation et Droits Humains	Réforme de la loi sur la reconnaissance du genre qui permet aux individus d'identifier leur genre sans avoir besoin d'un diagnostic médical ou de subir une stérilisation.



GRÈCE : BONNES PRATIQUES

par CUBE ONG

b. Créer un espace pour les jeunes LGBTQIA+ - une perspective grecque par l'ONG CUBE

Les bonnes pratiques grecques s'inscrivent principalement dans le contexte juridique grec. En raison du manque d'interventions spécifiques liées exclusivement aux jeunes LGBTQIA+ et/ou à leur bien-être mental, la recherche s'est concentrée sur le système juridique général du pays, qui sert par conséquent à protéger les droits des jeunes LGBTQIA+, du moins dans une certaine mesure.

Bonnes pratique	Niveau	Secteur	Sujet/s
Loi 3500/2006	National	Protection juridique/sociale	Prévention de la violence domestique, aide aux victimes, protection juridique
Loi 3896/2010	National	Protection juridique/sociale	Lutte contre la discrimination en matière d'emploi et de profession
Loi 4356/2015	National	Droit de la famille, services sociaux, droits de l'homme	Reconnaissance des partenariats civils, droits des couples de même sexe
Loi 4443/2016	National	Application de l'égalité de traitement	Lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, etc.
Loi 4491/2017	National	Droits de l'homme, identité juridique	Autodétermination des sexes, changement légal de sexe
Stratégie Nationale pour l'Egalité (2021)	National	Juridique, éducation, services sociaux	Égalité LGBTQIA+, lutte contre les discriminations, sensibilisation du public
Loi 5089/2024	National	Protection	Mariage civil entre personnes de même

		juridique/sociale	sexe, droits de la famille, droits d'adoption
Thessaloniki Pride	Local/ régional /national	Sensibilisation, plaidoyer, éducation	Visibilité des LGBTQ+, lutte contre les discriminations, défense des politiques
Athens pride	Local/ régional /national	Éducation, plaidoyer, renforcement de la communauté	Visibilité des LGBTQIA+, défense des droits, sensibilisation
Colour Youth	Local/ régional /national	Éducation, défense des intérêts, soutien juridique	Soutien aux jeunes LGBTQIA+, lutte contre le harcèlement, assistance juridique et psychologique



BELGIQUE : BONNES PRATIQUES

par PAL Network

c. Un instantané européen sur les jeunes LGBTQIA+ : Santé Mentale, Droits et Insuffisances Politiques en Belgique par le PAL Network

Les bonnes pratiques ont été identifiées grâce à des recherches documentaires approfondies, portant à la fois sur les cadres juridiques et les initiatives communautaires en faveur de l'inclusion des personnes LGBTQIA+. Parallèlement, les initiatives locales et institutionnelles, y compris les services de santé mentale et les campagnes de sensibilisation, ont été documentées pour leur rôle dans la promotion de communautés inclusives.

Bonne Pratique	Niveau	Secteur	Sujet/s
Politique Belge en Matière d'Education Sexuelle Complète (2012)	National	Éducation et formation	Identité de genre, orientation sexuelle, consentement
Légalisation du mariage homosexuel (2003)	National	Droits juridiques et civils	Égalité du mariage, droits des LGBTQIA+
Plan d'action national contre l'homophobie et la transphobie (2018-2022)	National	Égalité et inclusion	Lutte contre la discrimination, prévention de la violence
Plan d'action LGBTQIA+ en Wallonie (2020-2024)	Régionale (Wallonie)	Droits de l'homme, services sociaux	Soins de santé, emploi, éducation
Légalisation des droits d'adoption pour les couples de même sexe (2006)	National	Droits juridiques et civils	Égalité en matière d'adoption, droits de la famille
Loi anti-discrimination	National	Lutte contre la discrimination, protection juridique	Égalité sur le lieu de travail, prévention des crimes de haine

Lumi	National	Soutien à la santé mentale, services sociaux	Soutien aux jeunes LGBTQIA+, lutte pour l'identité
Loi sur la reconnaissance du genre (2018)	National	Juridique, droits civils	Changement de sexe légal, droits des transgenres
Rainbow Houses Réseau	Locale/regional	Inclusion sociale, éducation, services de soutien	Espaces sûrs, soutien communautaire
Alliance école et jeunesse	Régionale (Flandre)	Éducation, protection sociale	Inclusion des LGBTQIA+, prévention des brimades



SLOVÉNIE : BONNES PRATIQUES

par Legebitra

d. Une perspective slovène par LEGEBITRA

L'enquête a été menée à l'échelle nationale et s'est d'abord concentrée sur les politiques élaborées pour améliorer le bien-être mental des jeunes LGBTQIA+. Cependant, au cours de nos recherches, il est apparu évident qu'il y avait peu d'initiatives politiques globales consacrées spécifiquement à la santé mentale des LGBTQIA+. Cette lacune a mis en évidence la nécessité d'élargir l'approche afin d'inclure un plus large éventail de pratiques. L'enquête a donc été élargie pour intégrer les bonnes pratiques des ONG et des établissements d'enseignement, qui ont contribué à répondre aux besoins des jeunes LGBTQIA+ au niveau de la communauté.

Bonne Pratique	Niveau	Secteur	Sujet/s
Programme national pour la jeunesse 2016-2022	National	Gouvernement / Politiques Publiques	Développement de la jeunesse, éducation, emploi, inclusion sociale
Programme National de Santé Mentale 2018-2028	National	Soins de Santé	Santé mentale, soins de proximité, lutte contre les brimades, réduction de la stigmatisation
Stratégie Jeunesse de la Municipalité de Ljubljana 2016-2025	Locale	Jeunesse	Inclusion sociale, santé mentale, espaces sécurisés, diversité
Centre pour jeunes LGBTQIA+	Locale	Jeunesse	Espaces sécurisés, santé mentale, résilience sociale, engagement communautaire
Programme de conseil psychosocial pour les LGBTQIA+	National	ONG / Conseil	Soutien psychosocial, santé mentale, discrimination, espaces sécurisés

Conseil juridique pour les personnes LGBTQIA+	National	Loi	Droits juridiques, discrimination, crimes de haine, soutien administratif
Programme de lutte contre le Stress des Minorités Sqvot	National/International	Aide Sociale/ ONG	Exclusion du logement, santé mentale, hébergement d'urgence
Réduction des risques dans la vie nocturne et prévention de la consommation de drogues	National	Justice sociale	Réduction des risques liés à la drogue et à l'alcool, inclusion des LGBTQIA+, soutien psychosocial
Bonnes pratiques d'inclusion et de soutien des personnes LGBTQIA+ dans les écoles	National	Enseignement primaire et secondaire	Inclusion, lutte contre les brimades, espaces sûrs, diversité
Maribor à travers des lunettes roses	Local	Communauté / Éducation	Sensibilisation, inclusivité, visibilité LGBTQIA+



ITALIE : BONNES PRATIQUES

par la Municipalité de Reggio Emilia

e. Une perspective Italienne par la municipalité de Reggio Emilia

Les bonnes pratiques rassemblées par la municipalité de Reggio Emilia concernent différents aspects des sujets LGBTQIA+ : réglementation, communication, réseau, reconnaissance, soutien et formation, et couvrent plusieurs années d'activités. Elles sont promues par la municipalité de Reggio Emilia en collaboration avec plusieurs parties prenantes ; en particulier, les pratiques n. 1 et 2 établissent des cadres réglementaires et opérationnels qui permettent à plusieurs autres initiatives de voir le jour.

Bonne Pratique	Niveau	Secteur	Sujet/s
Accord avec l'association Arcigay Gioconda	Local	Communauté, Information, Services sociaux	LGBTQIA+ support, awareness, counseling, anti-discrimination
Table interinstitutionnelle pour la lutte contre l'homotransnégativité et l'inclusion des LGBTQIA+	Local	Éducation, Santé, Justice, Société Civile	Politique intersectorielle, lutte contre la discrimination, coopération institutionnelle
Participation au réseau RE.A.DY	Local/National	Gouvernance, Inclusion sociale	Politique de lutte contre la discrimination, création de réseaux, gouvernance locale
Observatoire régional sur la discrimination et la violence	Régionale	Protection sociale, Santé publique	Collecte de données, suivi des politiques, coordination régionale
Identité d'emprunt pour les Personnes Transgenres	Local	Éducation, Administration publique, Services	Identité de genre, autodétermination, reconnaissance administrative
Bureau Trans	Local	Santé	Soins tenant compte de l'appartenance

			sexuelle, soutien psychosocial, services de santé pour les personnes transgenres
Rainbow House “Pier Vittorio Tondelli”	Locale	Logement, Aide sociale	Hébergement d'urgence, jeunes LGBTQIA+, migrants, personnes transgenres
Cours de formation : Détention et personnes transgenres	Locale	Justice, Formation	Inclusion dans les prisons, formation professionnelle, droits des trans
Prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité	Européen	Communication , Gouvernance	Visibilité, reconnaissance institutionnelle, élaboration de politiques inclusives
Initiatives pour la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie	Locale	Culture, Éducation	Sensibilisation, visibilité, histoire et représentation LGBTQIA+.
Cours de formation pour éducateurs et enseignants sur l'inclusion et le bien-être des élèves	Locale	Éducation	Inclusion scolaire, formation des enseignants, éducation au genre et à l'affectivité

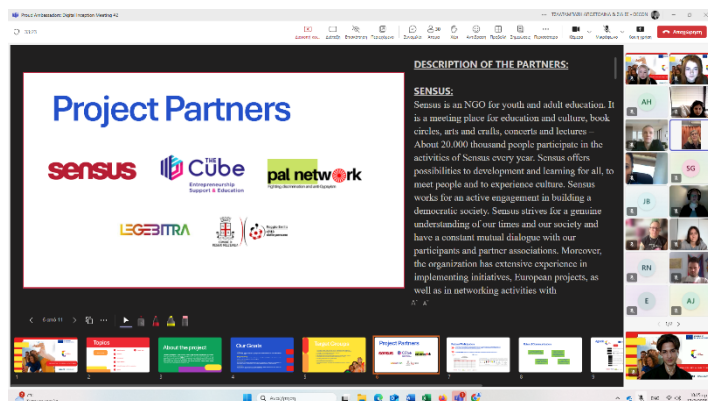
Réunions de lancement en ligne

Outre ce travail local/national approfondi mis en œuvre par les partenaires dans chaque contexte, les échanges internationaux ont apporté une valeur ajoutée à la recherche. En particulier, grâce à deux réunions d'initiation numériques en ligne, des participants ayant des antécédents et des perspectives différents sur la santé mentale des jeunes et des personnes LGBTQIA+ se sont rencontrés pour discuter des contextes nationaux/locaux, en termes de bonnes pratiques et de défis communs. Ces réunions ont rassemblé un groupe dynamique et diversifié de participants, dont des décideurs politiques, des éducateurs, des chercheurs, des animateurs de jeunesse, des avocats, des travailleurs sociaux, des représentants municipaux et des activistes LGBTQIA+. La richesse de leurs expériences, tant professionnelles que vécues, a permis de dégager une compréhension commune des dimensions structurelles, culturelles et émotionnelles de l'inclusion des LGBTQIA+.

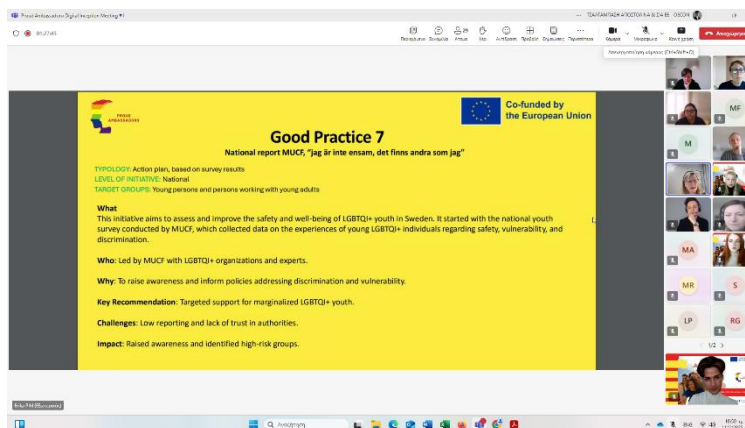
Au cours des deux réunions, **plus de 40 professionnels de Belgique, de Suède, de Grèce, de Slovénie et d'Italie ont participé à des discussions structurées.** Parmi les participants, on peut citer:

- Des experts politiques et des fonctionnaires municipaux, tels que des représentants de la municipalité de Reggio Emilia et de l'ONG grecque CUBE, offrant un aperçu des cadres institutionnels et de l'administration publique.
- Des éducateurs et des formateurs, notamment du Sensus en Suède, qui ont été à l'avant-garde de la réforme éducative LGBTQIA+ et de la formation des enseignants.
- Des spécialistes juridiques et de la lutte contre les discriminations, notamment du personnel des bureaux suédois et belge de lutte contre les discriminations et du Legebitra de Slovénie, apportant des connaissances techniques sur la reconnaissance du genre, les mécanismes de signalement et les lacunes du secteur de la justice.
- Des militants de base et des animateurs de jeunesse, dont beaucoup issus d'associations LGBTQIA+ de Reggio Emilia et de Belgique et du mouvement chrétien Rainbow, qui ont mis en évidence la résilience des communautés et les réalités vécues, en particulier dans les milieux confessionnels et ruraux.

- Les professionnels de la santé et du bien-être mental, y compris les psychologues et les chercheurs des coopératives et des associations, qui ont souligné le poids émotionnel de la marginalisation et les lacunes en matière de soins.



Ce qui a distingué les réunions d'initiation des "Proud Ambassadors", ce n'est pas seulement la diversité des pays représentés, mais aussi la diversité des voix, des expériences vécues et des domaines d'expertise qui ont convergé. Les réunions



se sont appuyées sur une riche mosaïque de perspectives professionnelles et personnelles, ce qui a permis aux conversations d'aller au-delà des discours politiques abstraits et d'aborder le terrain réel où les lois sont vécues - ou ne sont pas vécues - par les jeunes LGBTQIA+.

Au fur et à mesure que les participants partageaient leurs idées, des points communs ont commencé à émerger. Indépendamment des frontières ou des systèmes juridiques, **les jeunes homosexuels de toute l'Europe sont toujours confrontés aux mêmes défis systémiques**. Les protections juridiques, lorsqu'elles existent, ne parviennent souvent pas à englober pleinement les identités et les besoins des personnes non binaires, transgenres et intersexuées. Dans de nombreux cas, les lois qui semblent progressistes sur le papier échouent au niveau de la mise en œuvre, laissant des écarts importants entre les droits et la réalité. **L'accès au soutien en matière de santé mentale est une autre préoccupation profonde**. En particulier dans les zones rurales ou parmi les jeunes migrants et les jeunes marginalisés, les services ne sont pas disponibles

ou ne sont pas équipés pour répondre aux besoins culturels et identitaires. Même lorsque des structures de soutien sont en place, trop de professionnels restent mal préparés à offrir des soins respectueux de l'identité. Dans les écoles, les élèves LGBTQIA+ continuent d'être victimes de discriminations - qu'il s'agisse de programmes scolaires dépassés ou d'éducateurs n'ayant pas reçu de formation adéquate - ce qui renforce encore leur isolement et leur vulnérabilité.

L'absence d'espaces sûrs - tant sur le plan physique qu'émotionnel - est un thème récurrent. Pour de nombreux jeunes homosexuels, il n'existe tout simplement pas d'environnement où ils peuvent se sentir en sécurité, validés et soutenus. Lorsqu'il y a discrimination, la sous-déclaration est la norme. La méfiance à l'égard des institutions et la peur des représailles découragent les jeunes de s'exprimer, ce qui souligne le besoin urgent de systèmes qui assurent à la fois la protection et la responsabilité.

Si ces questions ont été largement partagées, les réunions ont également montré que chaque pays et chaque localité ont leur propre contexte. La Belgique a été reconnue pour avoir une base juridique solide, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance du genre, mais elle est confrontée à une reconnaissance inégale des identités non binaires et intersexuées. En Suède, les politiques progressistes et l'inclusion dans l'éducation ont été saluées, mais des inquiétudes subsistent quant à l'accès à des soins de santé respectueux de l'égalité des sexes, en particulier pour les populations rurales et marginalisées. En Grèce, les avancées législatives - telles que les lois sur l'auto-identification et le mariage homosexuel - se heurtent à une résistance culturelle profondément enracinée. Le conservatisme national de l'Italie a ralenti les progrès, mais des municipalités comme Reggio Emilia montrent comment le leadership local et la collaboration avec la société civile peuvent faire avancer l'inclusion. La Slovénie, quant à elle, a lancé des initiatives prometteuses en matière de santé mentale et de centres pour les jeunes, bien qu'elles manquent de ressources et restent fragmentées.

Ces conversations nuancées ont mis en évidence non seulement des problèmes, mais aussi des poches d'innovation et d'espoir. Le centre de jeunesse LGBTQIA+ de Ljubljana, en Slovénie, a été salué pour son approche holistique, mêlant soutien par les pairs, ressources en santé mentale et renforcement de la communauté dans un environnement dirigé par les jeunes. En Italie, les politiques d'identité alias mises en œuvre dans les institutions publiques offrent aux jeunes transgenres une reconnaissance quotidienne sans entrave médicale ou juridique. Les programmes complets de formation des enseignants en Suède et en Belgique ont souvent été cités comme des exemples d'intégration systémique des questions LGBTQIA+ dans la vie scolaire. Même les espaces religieux, souvent

considérés comme des lieux d'exclusion, ont été repensés grâce à des initiatives telles que le mouvement arc-en-ciel suédois, qui montre comment la foi et l'inclusion peuvent coexister. Les cadres municipaux, tels que les tables interinstitutionnelles de Reggio Emilia, illustrent le pouvoir de la collaboration intersectorielle dans la création de politiques LGBTQIA+ durables et enracinées localement.

À partir de ces discussions, le projet “Proud Ambassadors” a commencé à élaborer une feuille de route stratégique pour le changement. Plusieurs priorités se sont cristallisées au fil des réunions. La principale d'entre elles est **la nécessité d'une réforme juridique** qui inclue les identités non binaires et intersexuées, ainsi que des mécanismes d'application plus solides pour garantir que les lois antidiscriminatoires ne soient pas seulement symboliques, mais qu'elles puissent être appliquées. Les participants ont également appelé à un déploiement à l'échelle nationale d'initiatives localisées telles que les systèmes d'identité par alias.

La transformation des espaces éducatifs est tout aussi importante. Un fort consensus s'est dégagé sur l'introduction de programmes d'études obligatoires et sensibles à la dimension SOGIESC, accompagnée d'une formation des enseignants dirigée par des experts et de programmes de bien-être pour les étudiants. Dans le domaine de la santé mentale, l'expansion des services d'affirmation de soi - en particulier dans les zones mal desservies - a été identifiée comme la pierre angulaire du soutien aux jeunes, au même titre que le financement et le soutien institutionnel des centres LGBTQIA+ et des espaces sécurisés communautaires.

Les institutions publiques ont également fait l'objet d'une attention particulière. Les parties prenantes ont insisté sur l'adoption d'une formation obligatoire à la sensibilité et à la lutte contre les préjugés pour les forces de l'ordre, les professionnels du secteur public et les travailleurs de la santé. Des modules de formation spécialisés et intersectionnels ont été recommandés pour aider les professionnels travaillant avec les migrants LGBTQIA+, les jeunes et les personnes handicapées.

Enfin, les structures de responsabilité doivent être renforcées. Les participants ont souligné la nécessité de disposer d'outils de signalement accessibles et confidentiels et de procédures institutionnelles claires pour lutter contre la discrimination, soutenus par des systèmes de suivi et d'évaluation permettant de suivre les progrès réalisés au fil du temps.

Bonnes Pratiques Communes

Ces échanges ont permis de dégager les bonnes pratiques et initiatives communes suivantes:

- Réseaux de soutien par les pairs et espaces sécurisés dirigés par des jeunes.
- Partenariats de la société civile avec les écoles et les municipalités.
- Campagnes publiques de visibilité et d'éducation (par exemple, événements de la Fierté, heure des histoires de dragons).
- Initiatives d'éducation non formelle menées par des ONG.
- Progrès juridiques en matière de reconnaissance du genre et de lutte contre les discriminations.

Ces pratiques démontrent que les efforts de la communauté peuvent être couronnés de succès même dans des environnements où les politiques sont limitées.

Défis et Lacunes Communs

D'un pays à l'autre, plusieurs défis majeurs sont apparus:

- Manque de formation LGBTQIA+ pour les éducateurs, les conseillers et les professionnels du secteur public.
- Une mise en œuvre incohérente ou absente des lois anti-discrimination.
- Des ressources limitées en matière de santé mentale adaptées aux jeunes LGBTQIA+.
- Les cultures institutionnelles qui renforcent les binômes de genre ou stigmatisent la non-conformité.
- Visibilité et points de contact sûrs insuffisants dans les écoles
- Contrecoup politique ou résistance aux réformes inclusives

5. Groupes de discussion

À partir de ces points communs, les partenaires ont commencé à organiser et à impliquer des experts locaux, des activistes, des jeunes et des éducateurs afin de mettre en place des groupes de discussion locaux pour approfondir ces aspects d'un point de vue plus local/national. Les questions de départ des groupes de discussion étaient les suivantes:

- En ce qui concerne les sujets abordés lors des réunions de lancement du numérique, quelles sont les initiatives positives qui existent dans nos contextes ?
- Quels sont les principaux défis et obstacles ?
- Quels sont les autres besoins et sujets importants pour les experts et les jeunes engagés ?

Voici un aperçu des discussions qui ont émergé de ces cinq groupes de discussion locaux.

Sensus, Suède

Le groupe de discussion mené par Sensus avait pour but d'explorer le paysage de la santé mentale pour les jeunes LGBTQIA+ en Suède. Cette initiative a permis de recueillir les points de vue et les idées de parties prenantes issues de différents milieux, y compris le militantisme et l'expertise professionnelle, et de réfléchir aux points forts et aux lacunes critiques des systèmes de soutien actuels de la Suède. **Alors que le pays est depuis longtemps considéré comme un leader en matière de droits des personnes LGBTQIA+, les conversations ont révélé une réalité plus complexe et nuancée**, où les protections formelles ne se traduisent souvent pas par une sécurité et une inclusion vécues.

Les participants ont décrit un **écosystème dans lequel les organisations de la société civile sont à l'avant-garde du changement**. Ces groupes ne se contentent pas de créer des espaces sûrs et des réseaux de soutien par les pairs, ils plaident également en faveur de réformes politiques et dispensent une éducation dans des domaines où les institutions publiques ne sont pas à la hauteur. Parallèlement, des initiatives culturelles et des plateformes médiatiques publiques contribuent à amplifier les voix des homosexuels et à lutter contre la stigmatisation grâce à la visibilité et à la narration d'histoires.

Toutefois, les professionnels ont souligné que le soutien en matière de santé mentale reste très inégal dans le pays. L'accès à des soins compétents pour les

jeunes LGBTQIA+, en particulier dans les zones rurales, est limité. Seules trois cliniques en Suède fournissent des soins de santé trans spécifiques aux jeunes, ce qui entraîne de longues listes d'attente et, parfois, le refus de traitements essentiels tels que les bloqueurs de puberté. Cette disparité géographique se reflète dans l'éducation, où l'inclusion dépend largement de l'attitude des enseignants et des administrateurs. **Les écoles**, malgré l'obligation légale de garantir des environnements sûrs, sont souvent considérées comme peu sûres ou peu accueillantes. Les étudiants transgenres et non binaires se heurtent souvent à des barrières institutionnelles, comme le fait d'être forcés d'entrer dans des espaces genrés ou de se voir refuser la reconnaissance de leur identité. Les enseignants manquent parfois de formation - ou de confiance - pour aborder les questions LGBTQIA+ de manière efficace, certains se tournant même vers les élèves eux-mêmes pour expliquer ces sujets à leurs pairs. Les récentes pressions politiques et parentales contre les programmes scolaires inclusifs n'ont fait qu'accroître la pression, suscitant des craintes de censure et de régression.

Le paysage juridique suédois présente une contradiction similaire. Sur le papier, les progrès se poursuivent : **la Loi sur la Reconnaissance du Genre** a été mise à jour pour permettre à des personnes âgées de 16 ans de changer de genre légal et les identités non binaires sont de plus en plus reconnues. Cependant, la loi sur la discrimination fonctionne toujours dans un cadre binaire, laissant les personnes non binaires dans une zone grise sur le plan juridique. En outre, alors que la nouvelle législation, telle que le plan « Proud and Safe », renforce les droits des personnes LGBTQIA+ jusqu'en 2027, des réformes parallèles de la formation des enseignants menacent de supprimer le contenu relatif aux droits de l'homme, sapant ainsi des années de progrès en matière d'inclusion.

Les participants ont identifié plusieurs lacunes urgentes. **La formation** sur l'inclusion des personnes LGBTQIA+ est incohérente et souvent absente. Les programmes de certification tels que le label LGBTQIA+ peuvent donner l'illusion de la sécurité sans pour autant garantir des changements substantiels. Les processus juridiques sont souvent opaques ou inaccessibles, les consultations publiques étant parfois programmées pendant les périodes de vacances, ce qui exclut de fait les petites organisations de toute contribution. La société civile, qui était autrefois la pierre angulaire du mouvement suédois pour l'égalité, est confrontée à des coupes budgétaires qui réduisent sa capacité de réaction.

Malgré ces défis, le ton des discussions n'était pas défaitiste - il était déterminé. Les participants ont appelé à une série de réformes claires et systémiques. Il s'agit notamment d'une formation obligatoire aux compétences LGBTQIA+ dans tous les secteurs en contact avec le public, de l'extension des soins de santé tenant compte du genre et de la réforme de la loi sur la discrimination afin de reconnaître

les identités non binaires. Ils ont souligné la nécessité de mettre en place des politiques éducatives inclusives qui garantissent la dignité et la sécurité des étudiants, ainsi que des processus de réforme juridique qui intègrent véritablement les voix marginalisées.

Les participants ont également proposé des solutions plus axées sur la communauté : des centres locaux de santé mentale spécialisés dans les soins aux personnes LGBTQIA+, des programmes de soutien à la parentalité inclusive et un accès élargi à des espaces de loisirs et à des sports sûrs pour les jeunes homosexuels. Ils ont également souligné la nécessité d'apaiser les tensions entre les mouvements féministes et transgenres par le dialogue et la collaboration, en reconnaissant qu'un changement durable nécessite une solidarité entre toutes les luttes pour l'égalité.

En résumé, si la Suède reste une référence mondiale en matière de droits des personnes LGBTQIA+, l'expérience vécue par les jeunes queers est plus inégale. À travers les voix des professionnels et des membres de la communauté, ce groupe de discussion a souligné que la politique doit être vécue, pratiquée et continuellement adaptée - jusqu'à ce que chaque jeune LGBTQIA+ puisse se sentir véritablement soutenu.

ONG CUBE, Grèce

En mars 2025, l'ONG CUBE a réuni un groupe diversifié de professionnels, d'activistes et de jeunes leaders dans un groupe de discussion pour faire face à l'un des défis les plus pressants de la Grèce : la santé mentale et l'inclusion sociale des jeunes LGBTQIA+. Conduite en ligne et animée par des facilitateurs expérimentés, la session a servi à la fois de réflexion sur la réalité actuelle et de plateforme pour l'élaboration de propositions concrètes.

Le groupe de discussion a révélé un contraste saisissant. **Sur le papier, la Grèce a réalisé d'importantes avancées législatives.** Des lois reconnaissant les partenariats civils, protégeant contre la discrimination et permettant la reconnaissance légale du genre sans intervention médicale sont déjà en place. La loi de 2024 légalisant le mariage homosexuel et la mise en place d'une stratégie nationale pour l'égalité LGBTQIA+ témoignent également de cet engagement.

"Lorsqu'une loi est adoptée,

cela ne signifie pas nécessairement qu'elle sera mise en œuvre"

Cependant, comme l'ont souligné les participants, l'adoption d'une loi ne signifie pas qu'elle est appliquée. Dans tous les secteurs - de l'éducation à l'emploi en passant par les soins de santé - les mécanismes de soutien restent incohérents, insuffisamment appliqués ou totalement absents. Les écoles, en particulier, sont à la traîne. Les enseignants manquent souvent d'une formation de base sur les questions LGBTQIA+ et les programmes d'enseignement supérieur, y compris les facultés de psychologie, ne préparent pas les professionnels à traiter efficacement les problèmes de santé mentale des homosexuels. Le manque de coordination entre les écoles et les familles laisse souvent les jeunes LGBTQIA+ sans soutien, pris dans des environnements où l'acceptation est conditionnelle ou totalement absente. Les participants - issus des milieux juridiques, militants et du secteur public - ont également souligné que sur les lieux de travail publics et privés, en particulier dans les petites entreprises, la discrimination est courante et les mécanismes de réparation sont faibles, voire inexistants. Dans le domaine de la santé, les personnes LGBTQIA+ subissent un stress à plusieurs niveaux : le fardeau psychologique de la marginalisation se manifeste souvent par des troubles psychosomatiques, alors que les professionnels de la santé ne sont pas formés pour prodiguer des soins respectueux de la dignité humaine.

Malgré ces défis, le groupe a offert une vision d'espoir fondée sur le réalisme et étayée par des propositions politiques.

L'une des principales recommandations a été de rendre obligatoire **la formation à l'égalité des sexes** pour les éducateurs à tous les niveaux, depuis les jardins d'enfants jusqu'aux universités. Les participants ont insisté sur le fait que l'inclusivité doit être intégrée très tôt et renforcée souvent. Un autre appel à l'action a porté sur le renforcement des systèmes de détection et de signalement, y compris la réforme du mécanisme du médiateur grec et le lancement de campagnes de sensibilisation du public pour encourager le signalement des cas de discrimination.

La nécessité d'une réforme systémique s'étend à l'application de la loi. Les participants ont noté l'absence de **formation obligatoire pour les policiers et les magistrats** en matière de LGBTQIA+ et ont plaidé en faveur d'un cadre juridiquement contraignant pour remédier à cette situation. Sans cela, les personnes LGBTQIA+ restent vulnérables non seulement à la violence, mais aussi à un système judiciaire mal équipé pour les protéger.

L'action locale était également une priorité. Si les grandes villes comme Athènes et Thessalonique accueillent des manifestations de fierté et des réseaux de soutien, les villes plus petites et les zones rurales manquent souvent de visibilité et de ressources. Le groupe a proposé des **campagnes de sensibilisation**

localisées, menées en coopération avec des ONG, afin d'adapter les efforts aux besoins régionaux et de briser le monopole du plaidoyer basé sur les capitaux. De même, ils ont exhorté le ministère de l'éducation à veiller à ce que la plateforme anti-brimades introduite par la loi 5029/2023 ne soit pas seulement un outil symbolique, mais un mécanisme largement utilisé et compris, en particulier par les étudiants LGBTQIA+ et leurs familles.

Outre la politique, les participants ont suggéré des actions communautaires de base qui pourraient être mises en œuvre immédiatement. Il s'agit notamment d'organiser des programmes d'éducation parentale, d'accorder des congés aux employés pour leur permettre d'assister à des séminaires d'intégration et de mettre en place des infrastructures locales de santé mentale pour offrir des soins urgents et spécialisés aux jeunes LGBTQIA+. Le message général était clair : le changement institutionnel doit s'accompagner d'un engagement personnel au quotidien.

En fin de compte, le groupe de discussion a été plus qu'une simple discussion, c'était un moment d'urgence partagée et de vision coordonnée. Bien que la Grèce ait pris des mesures législatives louables, un fossé subsiste entre l'intention et l'impact. Pour combler ce fossé, il faudra une réforme juridique, une formation professionnelle, un engagement communautaire et une volonté de réimaginer les systèmes publics sous l'angle de l'équité.

PAL Network, Belgique



Le 10 mars 2025, le réseau PAL a organisé un groupe de discussion multinational en ligne pour aborder les défis qui affectent les jeunes LGBTQIA+ à travers l'Europe, en particulier en ce qui concerne la santé mentale et l'inclusion sociale en Belgique. La discussion a réuni des professionnels et des activistes de Belgique, de Roumanie, d'Arménie, de Grèce, de République tchèque et de Bulgarie. La diversité de leurs points de vue a permis de dresser une mosaïque des disparités régionales, des avancées juridiques et des besoins urgents.

Au cœur de la session se trouvait la Belgique, un pays souvent loué pour sa législation progressiste en matière de LGBTQIA+. Le paysage juridique belge comprend des droits d'adoption pour les couples de même sexe, des lois sur la

reconnaissance du genre et des lois anti-discrimination. Le pays est également à l'origine de bonnes pratiques telles qu'une éducation sexuelle complète, des politiques scolaires inclusives et un plan d'action national contre l'homophobie et la transphobie. Cependant, **les participants ont convenu que la mise en œuvre concrète est en retard par rapport à la loi.** Pour les jeunes transgenres, l'accès à des soins de santé qui tiennent compte de leur sexe est toujours entravé par de longs délais d'attente et une pénurie de professionnels qualifiés. Les services de santé mentale, bien que disponibles, sont souvent mal équipés pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes homosexuels.

Au-delà de la Belgique, les participants d'Arménie, de République tchèque et de Grèce ont partagé des frustrations communes, notamment en ce qui concerne la discrimination dans l'emploi, le harcèlement scolaire et l'inaccessibilité aux soins de santé. Dans de nombreux pays, les personnes LGBTQIA+ sont encore obligées de naviguer dans des zones grises juridiques ou sont confrontées à des obstacles à la reconnaissance et aux soins. En Arménie, les personnes transgenres sont souvent confinées à des emplois précaires sans contrat. En Grèce, s'il existe des lois antidiscriminatoires, leur application insuffisante rend les jeunes vulnérables. De manière générale, **le besoin d'une éducation inclusive et de professionnels formés et bienveillants était un thème récurrent.**

Le groupe de discussion a également mis en lumière des modèles prometteurs. Le service d'assistance téléphonique Lumi en Belgique, les maisons arc-en-ciel régionales et les programmes scolaires inclusifs montrent ce qu'il est possible de faire lorsque la politique rencontre la pratique. Cependant, même ces modèles sont souvent sous-financés ou concentrés dans les centres urbains. Les zones rurales - dans tous les pays représentés - restent mal desservies et socialement conservatrices, où les jeunes LGBTQIA+ sont plus susceptibles d'être isolés et invisibles.

Les participants n'ont pas seulement partagé des préoccupations — ils/ elles ont proposé des changements audacieux et concrets. Tout d'abord, ils/ elles ont souligné la nécessité d'un accès universel et standardisé aux soins de santé mentale et aux soins affirmant le genre, y compris une législation garantissant ces services dans le cadre du système de santé publique. Ils/ elles ont appelé à des réformes de l'éducation inclusive, comprenant la formation obligatoire des enseignants et des psychologues ainsi que l'intégration de la diversité des genres et des sexualités dans les programmes scolaires. Ces mesures, ont-ils affirmé, sont essentielles pour créer des environnements d'apprentissage sûrs et valorisants.

La réforme juridique est une autre priorité. Si la **Loi Belge sur la Reconnaissance du Genre** permet l'autodéclaration, elle implique toujours des procédures médicales qui violent le principe d'autodétermination. Les participants ont proposé des lois sur la reconnaissance du genre entièrement dépathologisées, permettant aux individus de mettre à jour leurs documents légaux sans contrôle médical. Sur le front de l'emploi, ils ont suggéré une « loi sur l'inclusion sur le lieu de travail » qui va au-delà de l'interdiction de la discrimination pour promouvoir activement la diversité par la formation, le suivi et des pratiques d'embauche inclusives.

Les médias ont également fait l'objet d'un examen minutieux. Si de nombreuses lois interdisent les contenus discriminatoires, peu d'entre elles promeuvent activement une représentation diversifiée. Les participants ont recommandé l'adoption de lois imposant une visibilité juste et précise des LGBTQIA+ à la télévision, au cinéma et dans le journalisme, soutenue par des campagnes de sensibilisation du public visant à lutter contre la stigmatisation et à normaliser l'inclusion.

En dehors des politiques officielles, le groupe de réflexion a proposé des actions locales et communautaires : accroître la visibilité des homosexuels dans les médias ruraux, mettre en place des réseaux de soutien inclusifs, renforcer les capacités des personnes LGBTQIA+ par le biais d'initiatives culturelles et veiller à ce que les parents et les soignants aient accès à une éducation sur le genre et la diversité sexuelle.

En conclusion, le groupe de discussion du PAL Network a proposé une évaluation et un engagement collectif en faveur du changement. Si les lois ont progressé, des lacunes persistent dans leur mise en œuvre. L'égalité réelle exige un effort synchronisé : un effort où les lois sont appliquées, les professionnels sont formés, les communautés sont responsabilisées et chaque jeune LGBTQIA+ peut accéder aux droits, au respect et au soutien qu'il mérite.

LEGEBITRA, Slovénie

Le 8 avril 2025, Legebitra a organisé un groupe d'experts en Slovénie pour aborder les lacunes systémiques affectant les jeunes LGBTQIA+, en particulier en ce qui concerne la santé mentale et l'inclusion sociale. La discussion a réuni cinq chercheurs universitaires, des professionnels de la santé mentale et des praticiens de la politique pour évaluer la réponse institutionnelle de l'État et proposer des pistes pour une réforme significative.

La Slovénie a servi de contexte central à la session. Si des **cadres juridiques faisant référence à l'inclusion des LGBTQIA+ existent dans les stratégies nationales**, les participants ont été unanimes : **la mise en œuvre fait défaut, en particulier dans les zones rurales et les établissements scolaires**. Les jeunes homosexuels et transgenres continuent d'être confrontés à des environnements où les services sont soit peu sûrs, soit inexistants. Les services publics de santé mentale ne parviennent pas à fournir des soins adaptés et il n'existe pas de systèmes de soutien spécialement conçus pour les jeunes LGBTQIA+ dans le secteur public.

“Nous avons suffisamment entendu dire que ces services sont « destinés à tout le monde » - mais en réalité, ils sont construits autour d'un jeune hétérosexuel, cis, et neurotypique par défaut.”

La discussion a mis en évidence plusieurs problèmes urgents : un manque généralisé de compétences LGBTQIA+ parmi les psychologues, les enseignants et les travailleurs sociaux ; une homophobie et une transphobie persistantes, en particulier en dehors des centres urbains ; l'absence de protection de la vie privée, qui expose les jeunes à un dévoilement involontaire : ces obstacles entraînent un épuisement émotionnel et l'évitement des systèmes de soutien. Comme l'a dit un participant:

“Les jeunes ne se contentent pas d'éviter le soutien, ils s'adaptent stratégiquement à des systèmes qui leur nuisent ou les effacent systématiquement.”

Malgré ces défis, les participants ont partagé des exemples de résilience communautaire. Les bonnes pratiques découlent souvent du dévouement de professionnels individuels ou d'ONG - comme les groupes de soutien dirigés par des pairs, les ateliers d'éducation à court terme et l'affirmation des praticiens privés. Toutefois, ces efforts sont isolés et non systématiques. Un thème majeur a été la déconnexion entre la politique symbolique et l'expérience vécue. Les participants ont critiqué les institutions publiques pour avoir adopté des politiques vagues et inapplicables qui donnent l'illusion d'un progrès tout en justifiant l'inaction. En l'absence de financement, de contrôle ou de mécanismes de responsabilisation, les engagements institutionnels restent rhétoriques.

Au cours du groupe de discussion, les participants ont proposé une série de réformes réalisables destinées à garantir un soutien significatif et systémique aux

jeunes LGBTQIA+ dans tous les secteurs. L'une des principales recommandations était la mise en œuvre obligatoire d'une formation aux **compétences LGBTQIA+ pour tous les professionnels de l'éducation, des services à la jeunesse et de la santé mentale**. Cette formation serait liée à l'obtention d'une licence professionnelle et renforcée par des mécanismes de responsabilité, garantissant que les pratiques inclusives ne sont pas facultatives, mais intégrées dans les normes professionnelles. Une autre proposition essentielle est la désignation, dans chaque école, de membres du personnel formés et équipés pour apporter un soutien positif aux élèves LGBTQIA+. Les participants ont également plaidé pour la création de centres régionaux de santé mentale LGBTQIA+, pleinement intégrés aux systèmes de santé publique. Ces centres fourniraient à la fois des interventions de crise et des soins de santé mentale à long terme, dispensés par des professionnels ayant reçu une formation spécifique sur les pratiques d'affirmation des LGBTQIA+. Pour lutter contre les discriminations persistantes, le groupe a appelé à la mise en place de protocoles anti-discriminatoires applicables, assortis de conséquences claires en cas de comportements préjudiciables tels que l'attribution d'un mauvais genre, l'outing ou le refus de soins. Ces protocoles établiraient une nouvelle norme de responsabilité au sein des institutions. Enfin, **les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes de collaboration permanents entre la société civile et le gouvernement**, afin de permettre l'élaboration et le suivi conjoints de politiques inclusives. Ces mécanismes doivent garantir une participation significative et dotée de ressources des communautés concernées, en particulier des jeunes LGBTQIA+, afin que les politiques restent ancrées dans l'expérience vécue et l'évolution des besoins.

Les participants ont également souligné le pouvoir de l'action communautaire. Ils ont notamment recommandé d'accroître la visibilité des homosexuels dans les espaces institutionnels, de créer des réseaux informels de professionnels qui s'affirment, de plaider en faveur du financement de programmes inclusifs par les autorités locales et de proposer une éducation parentale pour lutter contre l'isolement et la stigmatisation. Surtout, ils ont exhorté les professionnels à « cesser de prétendre que la neutralité est une option sûre », appelant à un plaidoyer actif au sein des établissements.

En conclusion, le groupe de discussion de Legebitra a mis en lumière l'écart important entre la politique et la pratique en Slovaquie. S'il existe des engagements formels en faveur de l'inclusion, ils sont insuffisants en l'absence d'infrastructures, de mise en œuvre et de participation de la base. Une véritable égalité pour les jeunes LGBTQIA+ exige plus qu'une reconnaissance juridique - elle nécessite un changement structurel, un changement culturel et la prise en

compte de l'expérience vécue par les homosexuels à tous les niveaux de la société.

Municipalité de Reggio Emilia, Italie

Le 2 avril 2025, la municipalité de Reggio Emilia, soutenue par la fondation E35, a organisé un groupe de discussion local en ligne dans le cadre du projet Proud Ambassadors. L'événement a rassemblé 7 participants externes et 4 membres du personnel interne parmi les décideurs politiques locaux, les éducateurs, les activistes et les professionnels travaillant dans l'aide à la jeunesse, la santé, l'éducation et le plaidoyer LGBTQIA+ pour explorer les défis et les opportunités entourant le bien-être mental et l'inclusion sociale des jeunes homosexuels. Le groupe était diversifié en termes d'expérience et d'expertise : des représentants des services territoriaux de lutte contre la discrimination, le chef du bureau de l'égalité des chances de l'université de Modène et de Reggio Emilia, le coordinateur de la maison arc-en-ciel et l'expert en immigrants LGBTQIA+, des éducateurs de jeunes travaillant avec des migrants et des réfugiés et des activistes LGBTQIA+ d'associations locales ont contribué à une conversation riche et franche.

Che cosa ricomprende il concetto di "benessere mentale"?

13 responses



(Q: Que recouvre le concept de « bien-être mental » ? R : absence de jugement, non-discrimination, sécurité, sensibilisation, normalité, égalité, soins, lieux sûrs, équilibre, écoute, sérénité, droits, environnement accueillant.)

La discussion s'est concentrée sur quatre thèmes majeurs qui ont émergé lors des précédentes réunions de lancement en ligne et qui sont pertinents pour les participants : **la langue, les environnements de soutien, la formation et les réformes politiques**. La langue est apparue comme un outil puissant - et un défi - dans la création d'environnements de santé mentale inclusifs. Les participants

ont souligné la nécessité d'une communication sensible à la culture, non binaire et sensible aux émotions. La traduction littérale a été jugée insuffisante, en particulier lorsqu'il s'agit de travailler avec des jeunes issus de l'immigration. Le groupe a plutôt recommandé un changement vers une adaptation ethnoculturelle qui incorpore des outils visuels et une écoute active. Le fait de demander directement aux individus quelle langue ils préfèrent a été souligné comme un geste simple mais radical de respect et de responsabilisation.

Les environnements de soutien constituent un autre thème clé. Si des services tels que le **Nœud Anti-discrimination de Reggio Emilia** et la **Pier Vittorio Tondelli Rainbow House** ont été salués, les participants ont souligné que les espaces inclusifs devaient aller au-delà de l'aide en cas de crise. Ils ont plaidé en faveur de centres communautaires intégrés aux bibliothèques, aux centres familiaux et aux cliniques, où l'écoute et l'interaction sociale coexistent. Ces espaces doivent être accessibles, décentralisés et gérés en collaboration avec les associations LGBTQIA+ locales.

En ce qui concerne la formation, les participants ont signalé à la fois des progrès et des lacunes importantes. L'université de Modène et Reggio Emilia a été remarquée pour ses modules de formation en ligne et ses politiques de carrière sous pseudonyme, mais ceux-ci étaient souvent limités au personnel de haut niveau. Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une formation obligatoire et intersectionnelle pour les éducateurs, le personnel des ressources humaines et les fonctionnaires, couvrant l'identité de genre, les protocoles de lutte contre la discrimination et les stratégies de réponse aux microagressions. Le groupe a également proposé que l'éducation sexuelle et affective soit dispensée dans les écoles par des experts, afin de remplacer les programmes obsolètes et de soutenir à la fois les élèves et le personnel.

Le groupe de discussion a conclu par une série de recommandations visant à créer des environnements plus inclusifs et plus favorables aux jeunes LGBTQIA+. L'une des principales propositions était l'introduction d'une éducation sexuelle et affective dirigée par des experts à tous les niveaux de l'enseignement. Cette éducation irait au-delà du programme de base et aborderait les relations, l'identité et le respect d'une manière globale et positive. Les participants ont également appelé à la création de centres d'écoute et de soutien au sein des institutions publiques, telles que les bibliothèques et les cliniques. Ces centres serviraient d'espaces communautaires accessibles où les jeunes pourraient chercher des conseils, un soutien en matière de santé mentale et une affirmation de soi. Une autre recommandation clé est de revoir les formulaires d'admission et la documentation des services publics afin d'utiliser un langage inclusif, visuel et sensible à la culture. Ce changement permettrait d'éliminer les obstacles à

l'accès et de faire en sorte que tous les individus se sentent vus et respectés lorsqu'ils s'adressent aux systèmes publics. En ce qui concerne la discrimination structurelle, le groupe a insisté pour que chaque municipalité mette en place un service de lutte contre la discrimination. Plutôt que de s'appuyer sur un seul lieu fixe, ce service fonctionnerait comme un réseau territorial capable d'atteindre les différentes communautés de manière efficace et équitable. Enfin, le groupe de réflexion a souligné la nécessité pour les universités de mettre en œuvre des codes anti-harcèlement solides et de créer des bureaux anti-violence. Ces mécanismes garantiraient que les établissements d'enseignement supérieur sont sûrs, responsables et équipés pour répondre aux incidents de violence ou de discrimination.

Les participants ont également souligné **l'importance de la durabilité et de l'implication des pairs**. Ils ont demandé la mise en place de mécanismes garantissant que les voix des jeunes LGBTQIA+ soient non seulement consultées, mais aussi intégrées dans l'élaboration des politiques et la conception des services.

En conclusion, le groupe de réflexion de Reggio Emilia a reflété un écosystème local riche en engagement et en innovation - mais avec encore des inefficacités structurelles et culturelles. Les participants ont convenu que la voie vers une véritable inclusion passe par des pratiques quotidiennes, des collaborations soutenues et des changements institutionnels audacieux. Le projet «Proud Ambassadors» offrant une plateforme transnationale, ce dialogue local alimentera des stratégies européennes plus larges pour l'autonomisation des jeunes LGBTQIA+.

6. Recommendations politiques des partenaires

Ce document présente 25 recommandations politiques détaillées issues des conclusions des groupes de discussion et des rapports nationaux des partenaires du projet « Ambassadeurs de fierté » d'Italie, de Suède, de Grèce, de Belgique et de Slovénie. Les recommandations sont regroupées par domaine thématique et attribuées au(x) partenaire(s) respectif(s).

Santé mentale et accès aux soins de santé

1. Centres de santé mentale LGBTQIA+ dans Chaque Région

Créer des centres de santé mentale dédiés aux LGBTQIA+ au sein du système de santé publique. Ces centres devraient proposer des conseils à long terme, des interventions en cas de crise et un soutien aux familles.

2. Soins de Santé Transaffirmatifs Financés par des Fonds Publics

Faire en sorte que les soins d'affirmation du genre soient disponibles dans le cadre des soins de santé publics. Les services devraient inclure des bloqueurs de puberté, une thérapie hormonale et un soutien à la santé mentale.

3. Formation à la Compétence LGBTQIA+ pour les Professionnels de la Santé

Les professionnels de santé doivent suivre une formation structurée sur les identités LGBTQIA+ et les soins affirmatifs. Lier la formation à l'obtention d'une licence professionnelle.

4. Points d'Accès Locaux pour le Soutien à la Santé Mentale

Créer des bureaux de soutien au niveau municipal qui offrent des services psychologiques, des conseils et des références en collaboration avec les bibliothèques et les cliniques locales.

Éducation et inclusion scolaire

5. Formation LGBTQIA+ Obligatoire pour les Éducateurs

Tous les éducateurs doivent suivre une formation récurrente sur l'inclusion des personnes LGBTQIA+. La formation doit porter sur les pratiques anti-biaisées, les approches fondées sur les traumatismes et l'affirmation des soins. Elle doit être liée à la certification, à l'autorisation d'exercer et au développement professionnel.

6. L'Éducation sexuelle et Affective par des Experts

L'éducation sexuelle doit être fondée sur des faits, ne pas porter de jugement et être dispensée par des professionnels qualifiés. Le contenu doit couvrir l'identité sexuelle, les relations et le bien-être émotionnel d'une manière adaptée à l'âge et inclusive.

7. Programme d'Études et Matériel Pédagogique Inclusifs

Réviser les programmes scolaires nationaux pour y intégrer l'histoire, la littérature et les droits des personnes LGBTQIA+. Mettre en place des systèmes de contrôle pour garantir la conformité et l'inclusivité.

Des preuves sur le terrain

Le ministère flamand de l'éducation, en partenariat avec des groupes de défense des LGBTQIA+ tels que Çavaria et KliQ, a activement soutenu l'intégration de la diversité sexuelle et de genre dans les programmes scolaires.

Les initiatives clés qui soutiennent cette réforme sont les suivantes :

- *Matériel et boîtes à outils thématiques (par exemple, Gender in de blender) mis à la disposition des enseignants pour être utilisés dans les cours d'histoire, d'éthique et d'études sociales.*
- *Formation de développement professionnel organisée pour le personnel scolaire sur la pédagogie inclusive et l'éducation contre les préjugés.*
- *Des listes de lecture incluant les personnes LGBTQIA+ promues dans les bibliothèques scolaires, garantissant une représentation dans le matériel de classe.*
- *KliQ propose des ateliers et des audits à l'échelle de l'école pour évaluer les niveaux d'inclusivité et soutenir la mise en œuvre des politiques.*

Le suivi effectué par l'Onderwijsinspectie (Inspection de l'éducation) a révélé une amélioration du climat scolaire et une plus grande sensibilisation des élèves à la diversité des genres et des sexualités. L'initiative est considérée comme un modèle d'intégration de l'inclusion sans s'appuyer uniquement sur des efforts extrascolaires.

8. Un Personnel de Sécurité désigné dans Chaque École

Chaque école devrait disposer d'un défenseur LGBTQIA+ formé et visible (par exemple, un conseiller ou un enseignant) chargé de soutenir les élèves, de donner des conseils sur les pratiques d'intégration et d'examiner les protocoles de lutte contre les brimades.

Des preuves sur le terrain

Dans la **Région de Stockholm**, le bureau anti-discrimination de Stockholm (Diskrimineringsbyrån) a collaboré avec le secteur de l'éducation pour proposer une formation obligatoire de sensibilisation aux questions LGBTQIA+ aux enseignants et au personnel scolaire, en particulier dans les municipalités où les écoles ont signalé des taux plus élevés de discrimination ou de harcèlement. Ces initiatives sont soutenues par des fonds publics et parfois menées en partenariat avec la RFSL (Fédération suédoise pour les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes).

De plus, le **programme national Suédois (Läroplanen)** comprend des exigences explicites en matière de pédagogie **critique des normes** et **d'éducation fondée sur des valeurs** qui met l'accent sur l'égalité et le respect de toutes et tous, indépendamment de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle. Cependant, la mise en œuvre varie considérablement d'une municipalité à l'autre et d'une école à l'autre.

En réponse au manque de vestiaires inclusifs, certaines écoles secondaires supérieures de Malmö et de Göteborg ont mis en place des vestiaires non sexistes et des modèles d'éducation physique à option, en particulier pour les élèves transgenres et non binaires. Ces initiatives s'appuient sur des enquêtes menées auprès des élèves et en collaboration avec des organisations de jeunes LGBTQIA+.

Pourtant, des études (par exemple de MUCF - l'Agence suédoise pour la jeunesse et la société civile) montrent que les étudiants transgenres et homosexuels des zones rurales n'ont souvent pas accès à des éducateurs informés et solidaires. C'est pourquoi des appels ont été lancés en faveur d'une formation LGBTQIA+ obligatoire à l'échelle nationale pour l'ensemble du personnel scolaire, et pas seulement pour ceux qui choisissent d'y participer.

9. Installations Scolaires Inclusives

Veiller à ce que les élèves aient accès à des salles de bains et à des vestiaires correspondant à leur identité de genre. L'infrastructure physique doit refléter l'inclusion des personnes non binaires et transgenres.

Emploi et inclusion sur le lieu de travail

10. Loi sur l'Insertion Professionnelle

Rendre obligatoire la non-discrimination à l'embauche et sur le lieu de travail.
Exiger des employeurs qu'ils proposent des formations sur les LGBTQIA+ et qu'ils mettent en œuvre des audits réguliers sur l'équité.

Des preuves sur le terrain

Depuis 2013, l'initiative de la Rainbow Charter/ Regenboogcharter soutient les employeurs en Belgique - en particulier dans les secteurs publics et à but non lucratif - pour institutionnaliser l'inclusion des personnes LGBTQIA+ sur le lieu de travail.

Les principaux éléments sont les suivants:

- *Les employeurs signent volontairement la Rainbow Charter, s'engageant à la non-discrimination, à des mesures d'inclusion active et à des audits de politique interne.*
- *Développé par la Région de Bruxelles-Capitale en coopération avec des ONG locales telles que RainbowHouse et Tels Quels.*
- *Les organisations participantes reçoivent des conseils sur la mise en œuvre de protocoles internes, la création de politiques RH inclusives et l'offre d'une formation de sensibilisation aux questions LGBTQIA+ au personnel.*
- *Des mécanismes d'évaluation et de certification externes garantissent le suivi et la crédibilité.*

Plus de 60 employeurs publics et privés en Belgique ont adopté la Charter. Des évaluations internes ont montré une visibilité accrue du personnel LGBTQIA+, une amélioration du climat sur le lieu de travail et l'intégration des préoccupations LGBTQIA+ dans les cadres de gestion de la diversité. Le modèle a été reproduit dans plusieurs municipalités et soutenu par les fonds d'inclusion sociale de l'UE.

11. Participation Protégée à des Programmes de Sensibilisation Pendant les Heures de Travail

Autoriser et encourager les employés à participer à des ateliers d'inclusion pendant les heures de travail rémunérées dans le cadre des politiques de responsabilité sociale de l'entreprise.

Réforme Juridique et Institutionnelle

12. Reconnaissance légale du genre basée sur l'autodétermination

Les personnes transgenres devraient pouvoir changer leurs marqueurs de genre légaux sans évaluation médicale ou psychologique. Les lois doivent reconnaître l'autodéclaration comme seul critère, dans le respect de la vie privée et de l'autonomie corporelle. Les procédures doivent être simplifiées, accessibles et conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

Des preuves sur le terrain

*En 2017, la Grèce a adopté la **Loi 4491/2017**, permettant aux individus de changer leur genre légal sur la base de **l'autodétermination**. Les personnes âgées de 17 ans et plus peuvent demander à changer leur genre légal par le biais d'une procédure judiciaire simplifiée, tandis que les mineurs âgés de 15 à 16 ans peuvent également accéder à ce droit avec le consentement de leurs parents et un avis médical favorable.*

13. Étendre les Lois Anti-discrimination aux Personnes non Binaires et Intersexuées

Les cadres juridiques doivent protéger explicitement les personnes non binaires et intersexuées. Il s'agit notamment de réviser les lois existantes sur la discrimination et de mettre à jour les documents publics et administratifs afin de reconnaître la diversité des genres au-delà du binaire masculin/féminin.

Des preuves sur le terrain

*En **Slovénie**, une loi anti-discrimination a été adoptée en 2016, qui ajoute l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre à la liste des circonstances personnelles. Les personnes intersexuées sont incluses dans la circonstance personnelle du sexe. Il s'agit d'une loi globale qui est au-dessus de tous les autres règlements ou documents relatifs à la discrimination.*

*Les agences et organisations **suédoises** de lutte contre la discrimination ont activement travaillé à l'élargissement des protections juridiques afin d'inclure explicitement les personnes non binaires, trans et de genre différent. Parmi les efforts les plus importants, on peut citer:*

- **RFSL (Fédération suédoise pour les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers)** : Elle a joué un rôle de premier plan en formulant des recommandations politiques, en rédigeant des rapports et en entretenant un dialogue direct avec les législateurs afin d'obtenir l'inclusion explicite des identités non binaires dans la législation antidiscriminatoire. RFSL promeut

également l'éducation à la critique des normes dans les écoles et les institutions publiques.

- **Bureaux locaux de lutte contre la discrimination (par exemple, Diskrimineringsbyrån Stockholm) :** Organiser des ateliers et des séminaires éducatifs visant à sensibiliser les décideurs et le public aux limites des lois existantes et à la nécessité d'étendre les protections en matière de genre.
- **Initiatives intersectionnelles :** Les organisations régionales mettent l'accent sur les réalités complexes de la discrimination à laquelle sont confrontées les personnes aux multiples identités marginalisées, y compris les personnes non binaires et intersexuées, et plaident en faveur d'une réforme juridique globale.
- **Collaboration avec le médiateur suédois pour l'égalité (DO) :** Ces agences travaillent en étroite collaboration avec le DO, fournissant des données et des rapports sur des cas concrets pour étayer les recommandations visant à mettre à jour les lois et les orientations afin de mieux protéger toutes les identités de genre.

Together, these efforts have helped build political and social momentum for reforming Sweden's anti-discrimination laws to recognize and protect gender diversity beyond the male/female binary.

14. Renforcer l'application des politiques de lutte contre la discrimination

Les lois existantes ne sont souvent pas appliquées. Les institutions devraient établir des protocoles disciplinaires clairs pour les violations (par exemple, les erreurs de genre, l'outing), avec une surveillance solide, des mécanismes de signalement et un jugement indépendant.

Des preuves sur le terrain

En adoptant la loi anti-discrimination en 2016, la Slovénie s'est également dotée d'un organisme public indépendant, le « Défenseur du principe d'égalité », qui est chargé de traiter les questions de discrimination. Les tâches de cet organisme sont les suivantes:

- *mener des recherches indépendantes sur la situation des personnes dans certaines circonstances personnelles et sur d'autres questions relatives à la discrimination;*
- *publier des rapports indépendants et formuler des recommandations aux autorités nationales, aux collectivités locales, aux détenteurs d'autorisations publiques, aux employeurs, aux entreprises et à d'autres organismes concernant la situation établie des personnes dans certaines circonstances personnelles (c'est-à-dire concernant la prévention ou l'élimination de la discrimination et l'adoption de mesures spéciales et autres visant à éliminer la discrimination);*
- *effectuer des tâches d'inspection de contrôle sur la base de plaintes;*

- *fournir une assistance indépendante aux personnes victimes de discrimination lorsqu'elles font valoir leurs droits en matière de protection contre la discrimination, sous la forme de conseils et d'une assistance juridique aux clients dans le cadre d'autres procédures administratives et judiciaires liées à la discrimination;*
- *sensibiliser le grand public à la discrimination et aux mesures visant à la prévenir;*
- *surveiller la situation générale en République de Slovénie dans le domaine de la protection contre la discrimination et la situation des personnes dans certaines circonstances personnelles;*
- *proposer l'adoption de mesures spéciales pour améliorer la situation des personnes qui se trouvent dans une position moins favorable en raison de certaines circonstances personnelles;*
- *participer à des procédures judiciaires relatives à la discrimination.*

Les compétences de l'Avocat du principe d'égalité s'étendent aux secteurs public et privé.

15. Des Processus de Réforme Juridique Transparents et Inclusifs

L'élaboration des politiques doit être transparente et inclusive, et impliquer les organisations LGBTQIA+, les représentants de la jeunesse et les communautés marginalisées. Éviter les réformes pendant les périodes inaccessibles (par exemple les vacances) et assurer une large consultation.

16. Mécanismes Permanents de Collaboration entre l'État et la Société Civile

Les gouvernements devraient institutionnaliser des structures de co-gouvernance avec les organisations LGBTQIA+, en veillant à ce qu'elles conçoivent, mettent en œuvre et contrôlent ensemble les politiques. La collaboration doit être financée et officiellement reconnue.

Des preuves sur le terrain

Depuis 2003, la municipalité de Reggio Emilia a conclu un accord avec Arcigay Gioconda, une association qui lutte contre la discrimination et les préjugés à l'encontre des personnes LGBTI+ et des migrants depuis 1996, dans le but de promouvoir les opportunités de socialisation et de confrontation dans la province de Reggio Emilia. L'accord visait à mettre en œuvre un programme commun d'initiatives pour promouvoir l'égalité des chances et lutter contre la discrimination sexuelle. Depuis lors, la collaboration s'est renforcée et s'est ouverte à de nouvelles activités mises en œuvre au niveau territorial.

Les activités gérées dans le cadre de l'accord entre la municipalité et l'association sont les suivantes:

- Consultation par le biais d'un numéro de téléphone dédié et communication sur les canaux sociaux ; accueil au siège de l'association par des bénévoles adéquatement formés
- Des groupes de rencontre au siège de l'association visant à la discussion et au dialogue
- Punto Arcobaleno (Rainbow Point) : un lieu d'écoute et de premier accueil, ouvert à toute personne qui en a besoin : individus, couples, familles, mais aussi opérateurs de services. En plus de l'écoute, Punto Arcobaleno offre des informations, une orientation vers les services de la région et des conseils (en faisant appel à des professionnels si nécessaire)
- Information/sensibilisation : mise en œuvre de campagnes publiques d'information et de sensibilisation visant à diffuser une culture du respect des différences et à lutter contre l'homotransphobie et l'homophobie et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, à destination notamment des jeunes générations, des migrants LGBT+, des familles et du monde de l'école et du travail.
- Centre de documentation : possibilité de consulter le matériel écrit et audiovisuel stocké au siège de l'association.
- Participation à la Table interinstitutionnelle de lutte contre l'homotransnégativité et l'inclusion LGBT+ de la municipalité, pour dialoguer avec tous les acteurs concernés du territoire et adoption des engagements pris en signant le protocole opérationnel
- Concevoir un foyer pour les personnes LGBT+ victimes de violences ou de discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre.

Sécurité, justice et application de la loi

17. Formation LGBTQIA+ pour le personnel Policier et Judiciaire

La législation nationale doit rendre obligatoire une formation de sensibilisation aux questions LGBTQIA+ pour la police, les autorités judiciaires et le personnel pénitentiaire. La formation doit être axée sur les crimes haineux, l'aide aux victimes et l'atténuation des préjugés.

Des preuves sur le terrain

Recommandation basée sur le projet TRUST COOP 2020 – 2022

Le projet TRUST COOP, dans lequel Legebitra s'est associé à la Police Slovène, représente une étape importante vers la mise en place d'un système national efficace de soutien aux victimes LGBTI d'actes criminels motivés par la haine. En collaboration avec la police slovène et l'ONG Legebitra, un programme de formation complet a été élaboré et mis en œuvre pour doter les officiers de police des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour identifier, traiter et enregistrer ces crimes. Dans le cadre du projet, un groupe d'intervention LGBTI a été créé au Centre de recherche et de compétences sociales de l'Académie de police, servant de pont entre

la communauté et les forces de l'ordre.

Le projet s'est attaqué aux principales lacunes mises en évidence dans les études nationales et européennes, notamment le manque de confiance dans la police et la sous-déclaration des actes de violence. Grâce à des formations ciblées, à la création d'alliances et à la sensibilisation de la police et de la communauté LGBTI, le projet a jeté les bases d'un système de soutien plus sûr et plus inclusif.

Ce projet était le premier du genre en Slovaquie. C'était un bon début, mais dans la pratique, la formation des officiers de police devrait être organisée de manière continue et faire partie du programme de l'académie de police. Ce n'est qu'avec un engagement et une collaboration à long terme que nous pourrons faire en sorte que les personnes LGBTI ne restent plus des victimes invisibles de la violence.

18. Des bureaux anti-discrimination dans chaque municipalité

Les municipalités devraient créer des bureaux (virtuels ou physiques) pour signaler et traiter les cas de discrimination, avec du personnel formé et des services multilingues.

19. Outils de Signalement Conviviaux pour les Violations des Droits

Développer des plateformes en ligne et mobiles pour signaler les discriminations de manière anonyme et suivre les taux de réponse. Faire connaître les outils à grande échelle.

Des preuves sur le terrain

En réponse à la Loi 5029/2023 (« Vivre en harmonie ensemble - Rompre le silence »), la Grèce a lancé une plateforme nationale en ligne (<https://stop-bullying.gov.gr/>) pour le signalement des brimades et des violences en milieu scolaire. Même si la plateforme n'est pas encore totalement adaptée aux besoins spécifiques des élèves LGBTQI+, elle est disponible pour les jardins d'enfants, les écoles primaires et les collèges et constitue une étape vers l'institutionnalisation d'outils de signalement conviviaux dans le système éducatif.

Responsabilité institutionnelle et évaluation des politiques

20. Contrôler la Conformité de l'école avec les Politiques d'Inclusion

Introduire des mécanismes de surveillance pour s'assurer que les écoles appliquent les protocoles de lutte contre les brimades et d'inclusion. Lier le respect de ces protocoles au financement public.

21. Responsabilité Institutionnelle en cas de Faute Professionnelle

Définir et sanctionner les comportements discriminatoires (par exemple, les erreurs de genre) de la part des professionnels. Mettre en place des systèmes de plaintes et assurer la transparence des mesures disciplinaires.

22. Représentation des Jeunes et de la Société Civile dans l'examen des Politiques

Veiller à ce que les jeunes LGBTQIA+ et la société civile soient officiellement représentés dans les processus de conception, d'examen et de réforme des politiques éducatives et juridiques.

Engagement Communautaire et Inclusion Sociale

23. Campagnes Locales de Sensibilisation dans les Zones Rurales et Conservatrices

Financer et co-crée des campagnes communautaires avec des ONG pour lutter contre la stigmatisation et éduquer les habitants des régions mal desservies.

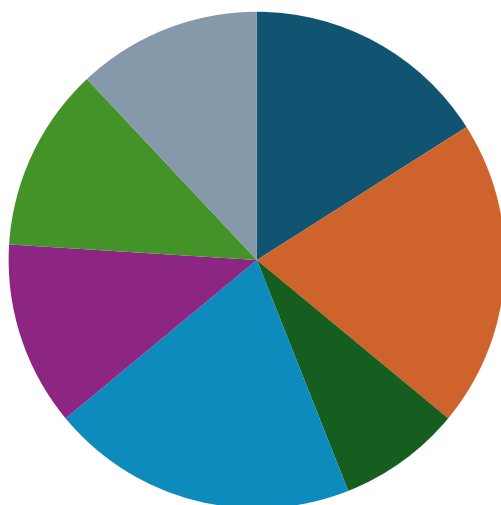
24. Législation pour une représentation inclusive dans les médias

Introduire des exigences légales pour une représentation précise des LGBTQIA+ dans les médias. Financer des programmes de sensibilisation du public et des initiatives d'éducation aux médias.

25. Solidarité et Dialogue Entre les Mouvements

Soutenir des espaces de collaboration pour les mouvements féministes, trans et autres mouvements de justice sociale afin qu'ils s'alignent sur des objectifs communs par le biais de tables rondes financées et d'actions de plaidoyer conjointes.

Recommendations



- Mental Health and Healthcare Access (4)
- Education and School Inclusion (5)
- Employment and Workplace Inclusion (2)
- Legal and Institutional Reform (5)
- Safety, Justice and Law Enforcement (3)
- Institutional Accountability and Policy Evaluation (3)

7. Propositions supplémentaires au niveau communautaire

Si les réformes structurelles et les politiques institutionnelles sont essentielles, l'action au niveau de la communauté joue un rôle crucial pour façonner les expériences quotidiennes d'inclusion et de sécurité des jeunes LGBTQIA+. Les propositions suivantes sont le fruit de réflexions locales et reflètent des approches pratiques et adaptées au contexte qui peuvent être mises en œuvre par les municipalités, les acteurs locaux, les éducateurs et les professionnels de tous les secteurs. Ces actions visent à favoriser la visibilité, les réseaux de soutien, la sensibilité culturelle et les environnements inclusifs dans les lieux où les jeunes vivent, apprennent et grandissent.

- **Visibilité dans les institutions** : Afficher une signalisation inclusive, des posters et des badges de pronoms dans les espaces publics pour signaler la sécurité et l'appartenance des LGBTQIA+ (Slovénie)
- **Les réseaux de soutien par les pairs** : Construire des réseaux informels de professionnels LGBTQIA+ dans tous les secteurs pour faciliter l'orientation et la collaboration en toute sécurité (Slovénie, Belgique).
- **L'éducation Parentale**: Proposer des ateliers pour aider les parents à comprendre et à soutenir les enfants LGBTQIA+, afin de réduire la stigmatisation et le rejet familial (Grèce, Slovénie).
- **Le plaidoyer au quotidien**: Encourager les professionnels à lutter contre l'exclusion sur leur lieu de travail - lors des réunions, des formations et de l'examen des politiques (Slovénie).
- **Le financement municipal des programmes communautaires** : Plaider pour le financement d'espaces et d'événements LGBTQIA+ au niveau local, même dans les régions conservatrices (Slovénie, Grèce).
- **Sports et loisirs inclusifs**: Développer des activités extrascolaires, notamment en éducation physique, qui incluent et accueillent les jeunes LGBTQIA+ (Suède, Grèce)
- **Collaborations locales**: Établir des partenariats avec les autorités régionales, les chambres de commerce et les groupes de base afin d'accroître la visibilité et l'impact des initiatives LGBTQIA+ (Grèce).
- **Outils de communication ethnoculturelle**: Utiliser des supports visuels et culturellement adaptés pour impliquer plus efficacement les communautés de migrants dans les services sociaux et de santé (Italie).
- **Plateformes numériques pour le signalement** : Créer et promouvoir des outils en ligne anonymes et conviviaux pour les jeunes, permettant de signaler les discriminations et d'obtenir de l'aide (Grèce)

- **Formation aux médias inclusifs:** Former les journalistes et les créateurs de contenu à utiliser un langage respectueux et à augmenter la représentation précise et diversifiée des LGBTQIA+ (Belgique).



Creating Space for LGBTQIA+ Youth to Thrive